



**ALAIN FINKIELKRAUT**  
SON ESSAI AUTOBIOGRAPHIQUE  
LU PAR PASCAL BRUCKNER  
PAGE 18

« FIGAROSCOPE »

- **À la une** : notre sélection de lieux à découvrir pour les Journées du patrimoine
- **Restaurants** : les 10 meilleures tables du III<sup>e</sup> arrondissement



**ITALIE**  
Matteo Renzi  
fausse compagnie  
au Parti  
démocrate PAGE 6

**BREXIT**  
David Cameron  
s'explique  
pour l'Histoire  
PAGE 6

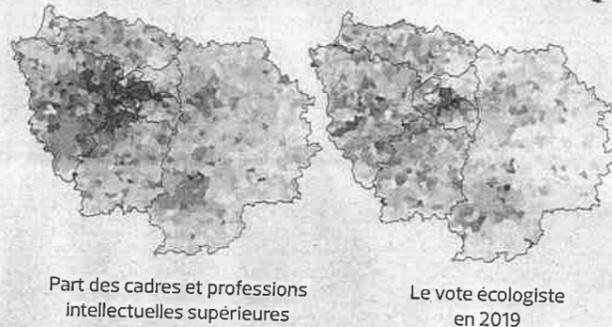
**BIOÉTHIQUE**  
La mobilisation  
anti-PMA pour  
toutes soutenue  
par les évêques  
PAGE 10

**MAGHREB**  
Paralysée depuis  
des mois, l'Algérie  
veut s'ouvrir  
aux capitaux  
étrangers  
PAGE 24

**TECHNOLOGIE**  
Macron veut  
faire grandir  
les pépites tech  
PAGE 28

FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO - INTÉRIEUR GOUV

## Vote écologiste : l'étude qui éclaire les fractures françaises



C'est dans les grands centres urbains, on le sait, que la liste de Yannick Jadot a obtenu ses meilleurs scores. Une étude approfondie du politologue Jérôme Fourquet, réalisée pour la Fondation Jean-Jaurès et publiée en avant-première dans *Le Figaro*, permet d'aller plus loin. Et de mesurer les nouvelles motivations d'un vote écologiste aujourd'hui davantage dicté par des considérations sociologiques que par des préoccupations environnementales. PAGES 16 ET 17

# Immigration : Macron veut en finir avec le déni

À six mois des municipales, les sujets régaliens, sécurité et immigration en tête, deviennent des thèmes centraux de la deuxième partie du quinquennat.

Changement de cap. L'immigration sera un sujet central de la deuxième partie du quinquennat. À 15 jours d'un débat sur ce thème prévu au Parlement, le chef de l'État impose un nouveau tempo à sa majorité et au gouvernement. Pour

lui, après la crise des « gilets jaunes », qui a ébranlé le pouvoir, il y a urgence à renouer avec les classes populaires. Et, pour cela, il faut entendre leur exaspération sur ce thème hautement sensible. « Nous n'avons pas le droit de ne pas re-

garder ce sujet en face », a-t-il martelé. Avant de poursuivre : « En prétendant être humaniste, on est parfois trop laxiste. » De quoi faire tanguer sa majorité et animer les journées parlementaires de LREM, qui se tiennent ce mercredi à Saint-Denis.

→ L'AILE GAUCHE DE LA MAJORITÉ VEUT SE FAIRE ENTENDRE → BOUVET : « L'AVEUGLEMENT SUR L'IMMIGRATION EST L'UNE DES RAISONS DE L'ÉCHEC DE LA GAUCHE » → CIOTTI : « NOS CAPACITÉS D'ASSIMILATION SONT SATURÉES ! » → L'ITALIE ATTEND DES GESTES CONCRETS PAGES 2 À 5 ET L'EDITORIAL



## Le plan du gouvernement pour mieux lutter contre le trafic de drogue

Face à la déferlante de drogue qui mine la France, Christophe Castaner, le ministre de l'Intérieur, accompagné de trois autres membres du gouvernement, a annoncé un plan inédit qui entend « frap-

per fort » contre les trafics. Mêlant policiers, gendarmes, douaniers et magistrats, une nouvelle structure est chargée de combattre les réseaux, « de l'international à la cage d'escalier ». PAGES 12 ET 13

**EDITORIAL** par Vincent Trémolet de Villers vtremolet@lefigaro.fr

## Un tabou français

Tout le monde le savait mais il était de bon ton de se taire. Comme dans un épisode de *Plus belle la vie*, les teintes acidulées et les sourires forcés imposaient la fiction du « vivre ensemble ». Quand un chef de l'État, François Hollande, parlait de « partition » en cours, c'était sur le ton de la confiance. Quand un ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, lançait le jour de sa démission « aujourd'hui on vit côte à côte... Je crains que demain on vive face à face », le propos était vite oublié. Les mots prononcés hier par le président de la République rendent enfin ses droits à la réalité. « On est comme les trois petits singes : on ne veut pas regarder », a-t-il lancé, faisant écho à la formule de Péguy : « Il faut toujours dire ce que l'on voit : surtout il faut toujours, ce qui est plus difficile, voir ce que l'on voit. » « Sécession », « bourgeoisie » protégée, « classes populaires » exposées, le président de la République a dessillé les yeux de sa majorité et posé les mots justes sur un tabou français : l'immigration. C'est un événement sémantique, donc politique, et tous ceux qui alertent les pouvoirs publics sur les effets délétères de la crise migratoire doivent s'en féliciter. En cette matière pourtant, les mots ne suffisent pas, et

les choses exigent plus de discernement, de constance et de courage que les plus ambitieuses réformes économiques.

Le chef de l'État nous le demande : regardons les choses en face. En 2018, on comptait 122000 demandeurs d'asile (contre 20000 en 1995). Un droit d'asile « utilisé à tort et à travers pour faire entrer indistinctement tous les gens qui le demandent ne survivra pas », nous avait

**Les mots, en cette matière, ne suffisent pas**

pourtant prévenus Hubert Védrine en 2015. L'immigration légale est en hausse constante 255000 titres de séjour en 2018 (contre 125000 en 1995). L'aide médicale d'État enfin concerne 320000 bénéficiaires en 2017, ce qui donne une indication sur le nombre de migrants illégaux. Parallèlement, le communautarisme s'étend et l'intégration est en panne. L'impression commune est que l'État ne maîtrise plus rien. S'il est déterminé à reprendre le contrôle, Emmanuel Macron subira les reproches de la gauche morale, les défections de certains de ses députés, mais il trouvera dans le pays le soutien d'une très large majorité. ■

**AGUTTES**  
MAISON DE VENTES AUX ENCHÈRES

**ART CONTEMPORAIN SPÉCIAL FIAC**  
20 octobre 2019  
Drouot, Paris  
Clôture imminente du catalogue

**Expertises gratuites & confidentielles**

Ophélie Guillerot  
+33 1 47 45 93 02  
guillerot@aguttes.com

aguttes.com | |   
\*sans actionnaire extérieur



1<sup>ère</sup> MAISON DE VENTES  
INDÉPENDANTE  
EN FRANCE



**CHU TEH-CHUN (1920-2014)**  
Huile sur toile, 1962

# Immigration: Emmanuel Macron change de registre

À deux semaines du débat parlementaire, le chef de l'État installe ce sujet sensible dans l'agenda politique, quitte à braquer une partie de ses soutiens.

MARCELO WESFREID @mwesfreid

**EXÉCUTIF** C'est un sujet si sensible qu'il divise la macronie, de la majorité jusqu'aux plus proches conseillers du chef de l'État. « Sur l'immigration, il y a plusieurs lignes qui coexistent au sein même de la garde rapprochée du président, entre le secrétaire général de l'Élysée, Alexis Kohler, son adjointe, Anne de Baysse, et le directeur de cabinet du président, Patrick Stzroda », glisse un habitué du palais. C'est dire si Emmanuel Macron a toujours pris soin d'avancer prudemment. Très prudemment.

En décembre 2018, au plus fort de la crise des « gilets jaunes », le chef de l'État hésite à en faire l'une des grandes questions soumises au débat national. Avant de renoncer devant les protestations de l'aile gauche de sa majorité. En a-t-il conçu des regrets ? À Saint-Brieuc, en avril dernier, alors que sonne l'heure du bilan, il s'étonne que les Français ne se soient pas exprimés sur les sujets de « politique migratoire », qui « montent partout dans les régions » et auxquels « nous devons répondre ».

## « Regarder ce sujet en face »

C'est le début d'un virage. Il se cristallise en cette rentrée avec l'organisation d'un débat au Parlement, dans deux semaines. Lundi soir, le chef de l'État est descendu dans l'arène pour haranguer sa propre majorité. « Nous n'avons pas le droit de ne pas regarder ce sujet en face », a-t-il argumenté face aux parlementaires, dont de nombreux transfuges du PS. « En prétendant être humaniste, on est parfois trop laxiste », a-t-il poursuivi en ciblant particulièrement « la gauche » qui « n'a pas voulu regarder ce problème pendant des décennies ». D'où une hémorragie : « Les classes populaires ont (...) migré vers l'extrême droite », a analysé le président. On est comme les trois petits singes : on ne veut pas regarder. L'immigration doit enfin figurer au menu du Conseil des ministres de mercredi.

En imposant l'immigration dans l'agenda public, Emmanuel Macron réinstalle son opposition fétiche entre progressistes et nationalistes, dans un remake de l'entre-deux-tours. Marine Le Pen n'a pas manqué de dénoncer une manœuvre « électoraliste », dans la perspective de 2022. Au gouvernement, on balaie la critique, en évoquant la situation sur le terrain. « Le nombre de migrants a été divisé par cinq en Europe depuis 2015, mais dans le même temps les

demandes d'asile ont augmenté de 50 % dans notre pays. Il y a là une asymétrie qui pose question », résume un ministre. Lequel note que les principales nationalités concernées sont « les Afghans, les Géorgiens, les Albanais, les Guinéens, les Ivoiriens. Or, en dehors des Afghans, on n'est pas face à des pays en guerre. Il y a donc des filières à l'œuvre... ».

Un an pile après l'adoption de la loi asile et immigration, pilotée par Gérard Collob, voilà donc le gouvernement tenté de revoir sa copie. « Il faut arrêter de se pincer le nez avec une pince à linge, glisse

un ministre influent. Le sujet est aussi important que l'économie et le social. »

« Emmanuel Macron est conscient que la France est en ce moment une sorte d'exception en Europe », décrypte un fidèle. « Le chef de l'État est marqué par ce qui se passe chez nos voisins, renchérit un proche. Quand on ne se confronte pas au sujet, on finit soit avec les populistes au pouvoir comme en Italie, soit avec l'extrême droite qui déstabilise tout l'échiquier politique comme en Allemagne. Quand la crainte s'installe, même s'il y a peu de migrants, on finit comme en Hongrie avec Viktor Orban. »

Un débat au Parlement, donc, mais pour quel débouché ? Une loi ? Des changements réglementaires ? Le gouvernement est des plus mystérieux. L'un de ses membres assure, sibyllin, que le chef de l'État a des « idées courageuses ». Un autre glisse : « Peut-être faut-il questionner le panier de soins de l'aide médicale d'urgence (AME). » Mais pas question de la supprimer intégralement. La ministre de la Santé, Agnès Buzyn, a d'ailleurs promis de faire remonter des chiffres plus précis pour « objectiver » le coût du dispositif. Une chose est sûre : le débat ne fait que commencer. ■

est de savoir si nous voulons être un parti bourgeois ou pas. Les bourgeois n'ont pas de problème avec l'immigration. Les classes populaires vivent avec. La gauche n'a pas voulu regarder ce problème pendant des décennies.

Les classes populaires ont donc migré vers l'extrême droite

EMMANUEL MACRON



Emmanuel Macron s'engage dans la campagne présidentielle. On a eu un débat sur l'immigration il y a quelques mois, me semble-t-il, à l'Assemblée nationale. Toutes les propositions que nous avons mises sur la table (...) ont été blackboulées par les députés. En marche!

MARINE LE PEN SUR BFMTV/RMC



Si on veut que le droit d'asile ait encore tout son sens, on ne peut pas accepter qu'il soit dévoyé et que la France soit le premier pays receveur de demandes d'asile avec des gens qui viennent par exemple d'Albanie ou de Géorgie, on voit bien qu'on n'est pas dans une demande d'asile caractéristique et légitime

AUORE BERGÉ, DÉPUTÉE (LREM)



## L'aile gauche de la majorité veut se faire entendre

Si on ne fait pas de realpolitik, on ne sera pas crédibles aux yeux des Français, compte tenu des flux migratoires à venir

AURELIEN TACHÉ, DÉPUTÉ LREM

MATHILDE SIRAUD @Mathilde\_Sd

LE TEXTE était déjà prêt. Dès le lendemain de l'intervention offensive du chef de l'État sur l'immigration (lire ci-dessus), quinze députés macronistes ont publié une tribune pour défendre une « intégration réussie dans les territoires ». « Ne laissons pas le débat de l'immigration aux conservateurs et à la droite. Ne laissons pas dériver vers une palabre sécuritaire, protectionniste ou identitaire », mettent en garde les signataires.

Parmi eux, plusieurs députés, à l'image de Sonia Krimi, s'étaient déjà illustrés par leur farouche opposition à la loi asile et immigration, en 2018. Ils se sont depuis structurés au sein du « collectif social-démocrate », et ont peu goûté les mots du président de la République. « J'avais l'impression d'écouter non pas l'homme de la campagne présidentielle mais un responsable du Front national », s'indigne la députée LREM Delphine Bagarry, qui se dit « choquée » par le discours d'Emmanuel Macron. « Comment le président peut-il lier le sujet de

l'immigration à celui des demandeurs d'asile et du vote FN ? C'est un amalgame ! », poursuit l'élue des Alpes-de-Haute-Provence.

« Un discours vaguement sarkozyste, ça ne marche pas, abonde son collègue Jean-François Cesarini, député LREM du Vaucluse. Oui, il faut parler d'immigration, mais pas en reprenant les concepts de nos adversaires. Ayons une approche qualitative plutôt que quantitative. Dans certains villages désertés, l'immigration permet par exemple à des écoles de ne pas fermer. »

## « Il n'a pas agité le chiffon rouge »

Les signataires de la tribune veulent un rendez-vous avec le président. Une partie d'entre eux ont publié un autre texte, mardi, afin de demander au gouvernement de ne pas remettre en cause l'aide médicale d'État (AME). Sujet que le président a d'ailleurs pris soin d'éviter, lundi soir, devant sa majorité. « Il n'a pas agité le chiffon rouge. Les députés étaient globalement plus rassurés que scandalisés, juge un membre du gouvernement, issu du PS. Moi-même je serais encore allé plus loin

dans le discours, j'aurais parlé des « bonnes âmes », des leçons de morale de ceux qui habitent dans les grandes villes. La théorie du grand remplacement est beaucoup plus partagée qu'on ne le pense. »

Au-delà de ces quelques voix minoritaires largement contenues, peu de contestataires se sont fait entendre. Même le député Aurélien Taché, venu de la gauche, affirme sa volonté de « coconstruire avec le gouvernement ». « Si on ne fait pas de realpolitik, on ne sera pas crédibles aux yeux des Français, compte tenu des flux migratoires à venir », concède l'élue macroniste du Val-d'Oise. « On a identifié entre vingt et trente députés sensibles, soit 10 % du groupe. Le président est prêt au sacrifice », détaille une source parlementaire.

Au sein du MoDem, quelques doutes ont surgi au cours de la réunion de groupe, mardi matin. « C'est pas possible, où va-t-on ? », s'est insurgé le député de Moselle Brahim Hammouche, selon un participant. « Je n'ai pas vu de grosses craintes, seulement des questionnements, relativise la députée Sarah El Haïry. On est très à l'aise avec le discours de vérité du

président de la République. » Son collègue Erwan Balanant n'a, lui, « pas ressenti de durcissement » dans le discours du chef de l'État.

Il faut dire que « l'exécutif a tout fait pour déminer le sujet en amont », selon un responsable. Emmanuel Macron avait déjà donné le ton lors d'une réception des commissaires aux lois, en avril. Ce qui nourrit l'espoir du député Raphaël Gauvain, qui pilote le groupe d'animation politique LREM sur l'immigration, de trouver des « solutions concrètes et intelligentes » dans le cadre du débat parlementaire. « C'est un sujet compliqué puisqu'il existe plusieurs sensibilités. Mais on ne peut pas se permettre de mettre la poussière sur le tapis », fait savoir l'élue de Saône-et-Loire.

Selon nos informations, un bureau exécutif du parti LREM sera consacré au débat sur l'immigration, la semaine prochaine, en présence des « ministres concernés par le dossier ». « L'objectif est de déterminer une position collective du mouvement sur l'immigration », annonce-t-on dans l'entourage du délégué général, Stanislas Guerini. ■

# est l'une des raisons de l'échec historique de la gauche

PAUL SUGY @PaulSugy

Le professeur de science politique à l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, auteur notamment de *L'insécurité culturelle* (Fayard, 2015) et de *La nouvelle question laïque* (Flammarion, 2019) se livre au Figaro.

LE FIGARO. - Emmanuel Macron a appelé lundi soir sa majorité à « regarder en face » le sujet de l'immigration. Faut-il comprendre par là qu'il reconnaît des insuffisances dans la poli-

tique migratoire qu'il a conduite jusqu'ici?

Laurent BOUVET. - C'est en tout cas un tournant majeur. C'est la première fois qu'un président de la République tient un discours réaliste, au sens propre du terme, sur le sujet. C'est-à-dire un discours qui se détache de l'alternative dans laquelle nous sommes enfermés depuis des décennies : l'immigration serait soit une chance pour la France, soit une menace pour le pays, une invasion, un « grand remplacement »... Il me semble que pour la première fois, à ce niveau, l'immigration est considérée comme un fait social et géopolitique

qui doit être traité politiquement, c'est-à-dire en prenant en compte, ensemble, les données objectives et les enjeux de société. Concernant les premières, quelle que soit la référence que l'on considère, l'immigration a très fortement augmenté ces vingt dernières années en France. Quant aux seconds, les effets conjugués de la crise sociale, de l'évolution mondiale - et européenne depuis 2015 - et de la montée en puissance de courants nationaux-populistes nous obligent à reconsidérer en profondeur nos positions sur la question migratoire.

Le président a fait le procès

de la gauche en général, lui reprochant son aveuglement sur ce sujet primordial pour de nombreux Français. Pourquoi ce ton nouveau maintenant ?

Il y a du vrai dans ce reproche adressé à la gauche. Mais il y a aussi, de la part du chef de l'État, de la tactique politique. Le reproche d'une forme d'aveuglement de la gauche sur ce sujet important pour nos concitoyens, comme sur l'ensemble des enjeux concernant l'identité collective, est tout à fait justifié. Un indicateur simple permet de le comprendre : les voix, politiques ou intellectuelles, qui au sein de la gauche tentent depuis des années d'alerter sur ces questions ont systématiquement été dénoncées au sein de leur propre camp comme « faisant le jeu du Front national ». C'est devenu l'anathème ultime qui disqualifie tel ou tel dès lors que son analyse ou son opinion n'est pas conforme à la doxa sur l'immigration largement véhiculée dans les médias dits de gauche, chez une grande partie des chercheurs en sciences sociales ou dans les différentes

## « Il est indispensable de mener une politique globale de réponse à l'insécurité culturelle »

LAURENT BOUVET

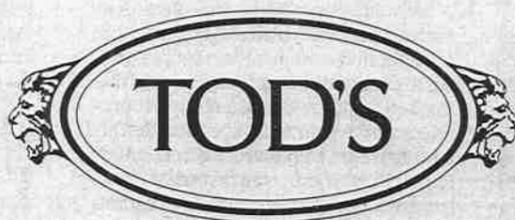
organisations partisanes, syndicales et associatives de ce camp. Ce qui a paralysé toute réflexion à gauche sur l'enjeu migratoire comme sur l'identité collective ou le commun français. C'est là une des raisons fondamentales de l'échec historique de la gauche française ces dernières années. Ne négligeons pas pour autant l'aspect tactique du propos présidentiel, qui entend aussi consolider un électorat qui l'a rejoint depuis 2017, venu de la droite, et pour lequel la question de l'immigration constitue de longue date un enjeu essentiel.

Le chef de l'État évoque une notion qui vous est chère, « l'insécurité culturelle »...

Emmanuel Macron avait déjà mentionné l'insécurité culturelle pendant la campagne présidentielle. Il connaît bien les analyses autour de ce terme et en mesure l'intérêt politique dès lors qu'il s'agit de dépasser les seules réponses économiques et sociales aux préoccupations de nos concitoyens. Mais la question qui reste posée aujourd'hui, une fois que l'on a pris en compte les propos du chef de l'État, est de savoir si l'on peut répondre aux interrogations et inquiétudes résumées sous le terme d'« insécurité culturelle » uniquement à partir d'une inflexion de la politique migratoire. Je pense évidemment que c'est insuffisant, il est indispensable de mener une politique globale de réponse à l'insécurité culturelle, qui, outre l'enjeu migratoire, implique une réflexion sur ce que j'appelle le « commun français », c'est-à-dire sur ce qui constitue à la fois historiquement et aujourd'hui notre identité collective, en termes à la fois matériels et symboliques, à partir, par exemple, de la manière dont on conçoit la nation dans le cadre européen, ou encore sur la façon dont on veut faire vivre notre culture laïque spécifique face à des mouvements religieux qui ne sont pas favorables à ses principes. Or, sur ces sujets, on attend encore une expression claire et engagée du président de la République. Il appartient à sa fonction d'incarnation de donner un sens politique, aujourd'hui, à ce qui fait de nous des Français. C'est, à mes yeux, la seule manière de relier à nouveau les îles de « l'archipel français » bien décrit par Jérôme Fourquet pour faire pièce au national-populisme qui déchire le continent. Et affronter avec efficacité les défis considérables qui se présentent à nous. ■



Tel. 01 55 35 20 20



TODS.COM

# Morin : « Le chef de l'État a raison de parler de ce sujet »

VIRGINIE LE TRIONNAIRE @vletrionnaire

OPPOSITION « Quand j'entends le chef de l'État dire à ses parlementaires qu'il ne faut pas s'embourgeoiser, et qu'il faut s'intéresser aux questions soulevées par l'immigration, il a raison ! », juge Hervé Morin, invité du « Talk Le Figaro », en réagissant au discours d'Emmanuel Macron sur ce thème. Même si le sujet est électoraliste, Morin veut laisser sa chance à Macron et « attend de voir les faits » sans être « dans le procès d'intention ». Un grand débat sur l'immigration se tiendra à l'Assemblée le 30 septembre prochain. Il attend de voir ce qui va en sortir. Sur le sujet, l'ancien

ministre de la Défense juge que « la France est trop laxiste ». Lassé et agacé par l'opposition systématique de son camp et de la droite en général, le président des Régions de France veut prendre ses distances. « Nous retrouverons une crédibilité quand nous ne serons pas dans la posture politicienne systématique », a-t-il lâché.

## Défiance de l'exécutif

S'il reconnaît « plus de modestie » dans la majorité depuis la crise des « gilets jaunes », le président des Centristes estime qu'il n'y a rien de neuf dans la façon dont LREM fait de la politique. « En vérité, ils font de la politique comme les anciens partis », juge-t-il. Président de la région

Normandie, il assure que « les relations entre l'État et les territoires sont plus que jamais d'actualité ». Et, dénonce toujours le manque de considération et la défiance de l'exécutif à l'égard des « têtes » des territoires (villes, départements et régions). « Nous sommes toujours vécus comme l'opposition alors que nous étions au départ partis pour être réellement une force de proposition et d'initiative », regrette-t-il, même si depuis le grand débat, l'Élysée semble vouloir renouer avec les élus locaux. Un congrès des Régions de France se tiendra le 30 septembre. Ce sera un test. Car pour le patron des Régions, la présence du chef de l'État serait le geste « du lancement de la vague III de

la décentralisation ». Morin n'a qu'une seule attente : « Il faut que notre pays fasse comme tous les pays européens et s'engage réellement sur la voie des libertés locales ». Il souhaite que « la capacité d'innover, d'expérimenter, de bâtir des modèles soit propre aux territoires ». Et regrette que tout se règle toujours depuis l'Élysée. « Si notre pays marchait bien, ça se saurait ! »

Hervé Morin sera candidat à sa réélection aux élections régionales de 2021 mais va lâcher à la fin de l'année la présidence des Régions de France pour se consacrer à la campagne. Le prochain président devrait être Renaud Muselier. ■



Laurent Bouvet, politologue et essayiste. JEAN-CHRISTOPHE MARMARA/LE FIGARO



En imposant l'immigration dans l'agenda public, Emmanuel Macron (ici, en juillet, à Paris) réinstalle son opposition fétiche entre progressistes et nationalistes.

L. MARIN/AFP



HERVÉ MORIN, hier, dans le studio du Figaro. JEAN-CHRISTOPHE MARMARA/LE FIGARO